

Une histoire personnelle de l'ultra-gauche

Serge Quadruppani

Editions Divergences, avril 2023
214 pages, 16 €

C'est à un essai « à l'anglaise », croisant cheminement personnel et histoire de l'ultra-gauche que nous convie Serge Quadruppani, écrivain, essayiste et l'un des acteurs de la génération 1970 de l'ultra-gauche.

Fils d'immigrés italiens, élevé par une mère seule dans une famille de quatre enfants, il connaît la stigmatisation qui pèse sur les enfants pauvres, de parents immigrés et séparés. A 14 ans, il rencontre René Lefeuve, fondateur des éditions Spartacus, qui devient son parrain, l'invite à Paris, l'abreuve de lectures et de rencontres avec un milieu révolutionnaire salvateur. Mais René, sans conscience alors des conséquences, abuse de ce dernier. A 18 ans, le jeune homme coupe les amarres, rencontre l'amour, s'intègre dans un groupe autour de Jean-Pierre Carasso, fréquente La Vieille Taupe – alors librairie d'ultra-gauche –, puis d'autres groupes.

Plongeant dans les débats théoriques, les références à l'Internationale situationniste, la Commune, Rosa Luxembourg, les Conseils ouvriers, l'essai analyse une ultra-gauche aux contours imprécis, oscillant entre une grande lucidité – elle n'adhère à aucune des illusions politiques dominantes – et de dangereux errements, à commencer par son culte des égos qui la fracture en multiples petits groupes. Tandis que l'injonction à « *jouir sans entraves* » sous-estime l'oppression des femmes dans leur sexualité ou que l'impensé des relations sexuelles entre adultes et enfants ne voit pas que l'inégalité de ces relations obère toute forme de réciprocité, l'ultra-gauche se distingue à la fois par de brillantes analyses et des prises de position grossières et



aveugles. C'est ainsi qu'au début des années 1980 paraît, dans *La Banquise*, un article sur les camps de la mort nazis, comparant le numéro tatoué sur les déportés au numéro de Sécurité sociale, relativisant – sans les nier – le rôle des chambres à gaz (donc l'intention génocidaire), alors qu'à la même époque, *La Vieille Taupe* et son dirigeant, Pierre Guillaume, adhéraient au négationnisme. Idiotie, manque d'empathie... Ou volonté arc-boutée de faire rentrer ce génocide dans une théorie de l'exploitation occultant la spécificité du racisme et le sombre rapport de l'humanité à l'oppression, la domination, la jouissance exterminatrice hors explication utilitariste ?

Mais tel n'est pas le cœur de cet essai. Honnête et passionnant, il nous relie à l'histoire et à l'actualité des luttes et des jeunesse qui, aujourd'hui, s'y engagent.

Fabienne Messica,
membre du Comité
national de la LDH

Il y a des alternatives

Maurice Cassier

Seuil, mai 2023
336 pages, 24 €



Chercheur au CNRS et directeur adjoint du Cermes3 (laboratoire multidisciplinaire d'analyse sociale des transformations des mondes des sciences, de la médecine, de la santé ainsi que leurs rapports à la société), Maurice Cassier s'est impliqué dans la démarche scientifique en soutien à l'Initiative citoyenne européenne (ICE) « Noprofitonpandemic », en 2020. Celle-ci visait à obtenir un débat au Parlement européen pour un égal accès de tous les peuples aux soins et vaccins contre la Covid-19 par la levée des brevets, et en en faisant un bien commun de l'humanité⁽¹⁾. Son livre procède à une analyse historique conséquente, montrant comment la captation de brevets et de licences exclusives par des sociétés multinationales

est un phénomène récent qui a atteint son paroxysme en 2021, avec des profits inédits dans l'histoire des vaccins. Le partage des savoirs a pourtant prévalu longtemps pour les vaccins avec « *l'essaimage des instituts Pasteur à l'échelle mondiale* », avec le rôle de la mutualisation des savoirs pour des médicaments essentiels comme la quinine, découverte en 1820, l'insuline un siècle plus tard, à l'Université publique de Toronto, avec l'invention d'une « *communauté de brevets à l'échelle mondiale* » pour empêcher un monopole industriel, puis la pénicilline... Est analysé ce qui a bien fonctionné ensuite pour échapper à un « *monde clôturé par des brevets* », en matière de lutte contre le VIH, les hépatites virales, les maladies tropicales... et la grippe, avec le dispositif de « *biens communs construits progressivement par l'OMS depuis 1948* » pour la protection de la santé publique mondiale, sans oublier la lutte pour défendre une génétique médicale publique.

L'auteur ouvre enfin de multiples perspectives pour l'avenir, exposées aussi par lui le 10 mai 2023 lors de la visioconférence « Géopolitique de l'accès aux médicaments : quels enseignements suite à l'épidémie de Covid-19 »⁽²⁾.

(1) Problématique évoquée pendant la pandémie dans un entretien avec Fabienne Orsi (www.ldh-france.org/wp-content/uploads/2021/07/HL194-Idees-en-debat-Brevets-et-levee-des-brevets-dans-un-monde-financiarise.pdf), puis lors de la 27^e université d'automne de la LDH, dans la table-ronde « Le(s) commun(s) comme réponse systémique », avec Gaëlle Krikorian (www.ldh-france.org/27e-universite-dautomne-societes-confrontees-a-une-crise-globale-les-droits-en-jeu/).

(2) www.iris-france.org/176074-geopolitique-de-lacces-aux-medicaments-quels-enseignements-suite-a-lepidemie-de-covid-19/.

Philippe Laille,
membre du Comité
national de la LDH